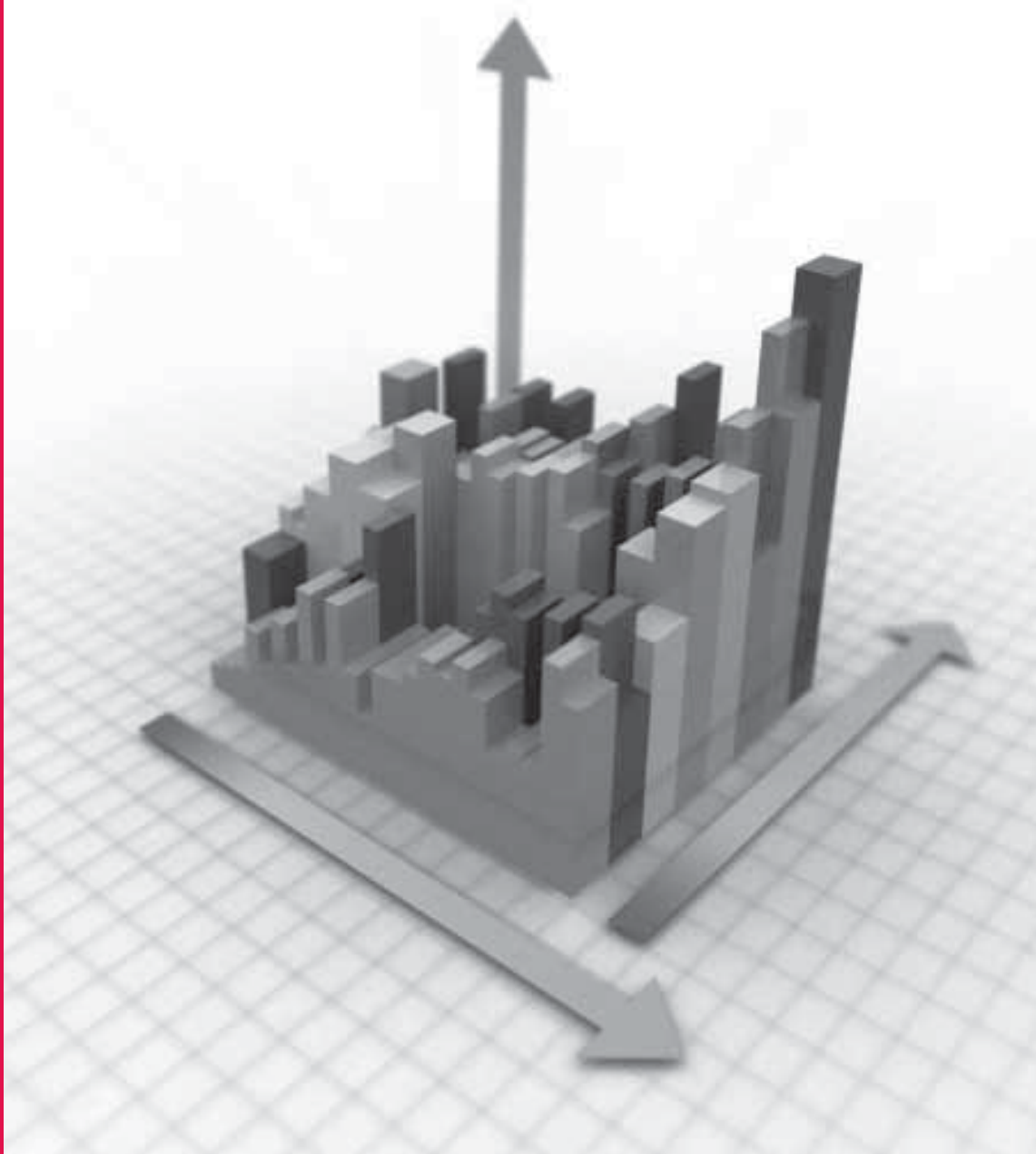


a



Analyse 1^{er} trimestre 2010 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 13 AVRIL 2010

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants
Aurélie DELMAET - Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

Le léger recul des défaillances d'entreprises observé fin 2009 (-0,2 %) se confirme (-0,5 %) sur le 1^{er} trimestre 2010.

Mais, depuis le début de l'année, encore plus de 16 000 entreprises ont connu une ouverture de RJ, LJ directe ou sauvegarde.

Après douze trimestres consécutifs de hausse des défaillances d'entreprises, les premiers signes d'une détente étaient perceptibles fin 2009 ; les procédures collectives amorçaient alors un léger, mais encourageant recul. Cette tendance se confirme en ce début d'année 2010 ouvrant la voie à de meilleures perspectives. Le retournement est d'autant plus sensible qu'il est observé dans de nombreuses régions françaises. Autre signal prometteur, la baisse des défaillances de sociétés de plus de 50 salariés.

Depuis le début de l'année, 16 052 jugements ont été prononcés au titre d'une ouverture de redressement judiciaire ou d'une liquidation judiciaire directe et 280 au titre d'une sauvegarde.

Les PME repassent au vert mais la fin mars a été compliquée.

Reflétant la démographie des entreprises françaises, les micro-entreprises sont les plus représentées dans la population des défaillances. 93 % des entreprises jugées emploient moins de 10 salariés. Ces 15 000 micro-entreprises tentent de résister mais elles sont encore 1 % de plus par rapport au 1^{er} trimestre 2009 à avoir connu la défaillance en ce début d'année 2010. Les SARL pèsent sur cette tendance. Plus de 11 000 SARL ont défailli, c'est 4 % de plus qu'un an plus tôt. Les défaillances d'entrepreneurs individuels reculent de 9 %.

Les PME de 10 salariés et plus s'inscrivent sur une tendance clairement plus favorable (-16 %). L'essentiel d'entre elles se concentre sur la tranche 10 à 49 salariés. Au-delà de 50 salariés, l'amélioration est plus rapide (-41 %). Néanmoins, pour sur ces grandes PME, la toute fin du mois de mars a été très difficile ; le tiers des sociétés de plus de 50 salariés ayant déposé le bilan en mars l'a fait sur les seuls 2 derniers jours du mois, les 30 et 31 mars. C'est notamment le cas du fabricant de vérins hydrauliques SAH Leduc (44), de l'imprimerie Mame (37) ou des transports Berger (69).



Decide with Confidence

Davantage de solutions de redressement pour les PME.

69,3% des jugements d'ouverture prononcés par les tribunaux sur le premier trimestre 2010 étaient des LJ directes. Ce taux, stable (69,4%) par rapport au premier trimestre 2009, est influencé par la forte représentation des micro-entreprises pour lesquelles la LJ directe est prononcée dans 71,3% des dossiers. Ces entreprises se présentent généralement trop tardivement devant le tribunal.

Ces pourcentages quasi structurels masquent une réalité plus encourageante. En effet, les PME de plus de 10 salariés obtiennent majoritairement l'ouverture d'un redressement judiciaire. Mieux encore, la proportion de RJ tend à augmenter. Ainsi, sur les trois premiers mois 2010, 58,2% des PME ont bénéficié d'un redressement judiciaire. Ce taux a progressé de plus de 4% par rapport au premier trimestre 2009 (53,7%).

Les jeunes entreprises restent très vulnérables.

Crise ou reprise, les jeunes entreprises demeurent fragiles. Le nombre d'ouverture de procédures sur des entreprises de moins de 3 ans a encore fortement augmenté depuis le début de l'année (+20%). Une entreprise défaille sur quatre a moins de 3 ans.

Passé ce cap, la situation s'améliore; les tendances sont bien orientées sur toutes les tranches d'âge.

Immobilier et Industrie manufacturière, deux marqueurs forts de la reprise.

Il y a un an, l'Immobilier et l'Industrie manufacturière traversaient une forte turbulence; sur le premier trimestre 2009, les défaillances d'entreprises étaient au plus haut en augmentation, respectivement, de 65% et 44%. Ces secteurs retrouvent désormais un environnement moins compliqué. Sur les trois premiers mois 2010, les défaillances d'entreprises décroissent nettement: -24% dans l'Immobilier (dont -46% pour les seules agences immobilières) et -14% dans l'Industrie.

Néanmoins, la reprise est encore très inégale selon les activités. Ainsi, près de 80 entreprises de mécanique industrielle ont encore défaille sur ce premier trimestre 2010, soit une augmentation de 6%.

Contrairement à l'Immobilier, le Bâtiment est plus à la peine, les défaillances sont en hausse de 2,5%. Plusieurs activités sont encore mal orientées: la construction de maisons individuelles (+6%), les travaux de plâtrerie (+16%), travaux de charpente (+30%)...

Dans le Commerce, les défaillances d'entreprises tendent à se stabiliser sur la vente de détail mais augmentent dans le commerce interentreprises (+6%). Les activités à destination de l'Industrie semblent évoluer favorablement (-6% pour les fournitures et équipements industriels divers) contrairement à celles destinées au Bâtiment (+19% dans le bois et les matériaux de construction) ou à l'habillement-textile (+11% pour l'habillement et chaussure et +56% pour le textile).



Decide with Confidence

Le Transport routier de marchandises parvient lui-aussi à stabiliser son niveau de défaillances. Il y a un an, la hausse des défaillances de transporteurs atteignait + 46 %. Toutefois, les tendances sont très différentes selon qu'il s'agisse du transport de fret interurbain (- 16 %) ou de transport de fret de proximité (+ 11 %).

Les Services aux entreprises (+ 4 %) et l'Information-communication (+ 7 %) évoluent défavorablement. Pour les premiers, les métiers de la publicité restent vulnérables (+ 9 % dans les agences de publicité et + 86 % dans les régies publicitaires). Pour les seconds, une centaine d'entreprises de conseils en informatiques ont défailli ce trimestre (+ 26 %).

Les difficultés des Services aux particuliers se concentrent sur les métiers de soins à la personne (+ 11 %). Les défaillances d'entreprise sont stables sur les débits de boisson et en recul dans la restauration (- 2 %) et l'hôtellerie (- 4 %).

Les défaillances en recul dans les deux tiers des régions françaises.

En fin de premier trimestre 2009, neuf régions françaises enregistraient des hausses de défaillances record de + 30 à + 50 %. Chacune d'elles est désormais repassée dans le vert. C'est notamment le cas des plus sinistrées d'alors, à savoir Alsace (- 18 %), Basse-Normandie (- 15 %) et Rhône-Alpes (- 1 %). Le redressement est moins rapide sur cette dernière où le mois de janvier avait été encore très délicat dans le département du Rhône (+ 32 %).

Sept régions demeurent mal orientées sur ce premier trimestre 2010 :

Les quatre régions de la pointe nord du pays : Nord-Pas de Calais (+ 12 %), Picardie (+ 5 %), Haute-Normandie (+ 18 %) et Ile-de-France (+ 7 %). En Ile-de-France, les tendances sont sévères en Seine-Saint-Denis (+ 23 %) et Val-de-Marne (+ 24 %)

Les deux régions du Littoral sud-est : Languedoc-Roussillon (+ 13 %) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (+ 4 %) ;

Puis Pays-de-la-Loire (+ 1 %) où les défaillances reculent en Loire-Atlantique et Sarthe mais augmentent sensiblement en Maine-et-Loire.

La procédure de sauvegarde moins sollicitée en 2010.

L'amélioration constatée sur le front des RJ/LJ est également observée sur la procédure de sauvegarde. 280 jugements d'ouvertures ont été enregistrés sur les trois premiers mois 2010 soit 12 % de moins qu'un an plus tôt. Ce chiffre devrait toutefois être revu à la hausse après examen des filiales du groupe Caillé qui a obtenu une sauvegarde du Tribunal Mixte de Commerce de Saint Denis le 30 mars.

Les procédures augmentent sur les structures jeunes de moins de 3 ans (+ 11 %).

Le recours à ce dispositif préventif augmente sensiblement dans le Bâtiment (34 dossiers ; + 26 %) et les activités scientifiques et techniques destinées aux entreprises (30 dossiers ; + 67 %).



Decide with Confidence

Rhône-Alpes conserve son leadership avec 51 sauvegardes ce trimestre contre 37 en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 30 en Ile-de-France et 29 en Aquitaine. Dans cette région, le nombre d'ouverture de sauvegarde est en hausse de 81 %.

« Après une année 2009 rude pour de nombreux entrepreneurs, le début 2010 reste hésitant. Le mois de janvier a encore été lourd en défaillances d'entreprises avant que février puis mars ne scellent plus favorablement le trimestre », observe Thierry MILLON, responsable des analyses.

« L'accélération de grosses défaillances sur les tous derniers jours de mars rappelle que l'économie est à peine convalescente. Le signal de la reprise tintinnabule donc plus qu'il ne retentit ; néanmoins, l'horizon s'éclaircit. Le ralentissement, dans un premier temps, puis la baisse, désormais, des défaillances d'entreprises confirme un regain d'activité et la reconquête des affaires. Les PME vont tenter de renouer au plus vite avec la croissance. Pourtant, la crise est passée par là asséchant bon nombre de trésorerie. Comment donc, ces PME vont-elles réussir à financer cette reprise et l'augmentation de BFR qui en résultera ?

Sur ce premier trimestre 2010, 23 % des entreprises défaillantes payaient leurs fournisseurs avec des retards supérieurs à 30 jours ; elles étaient 20 % il y a un an. Ces entreprises pourront difficilement défendre un redressement judiciaire. Elles sont donc destinées à être liquidées comme au final le sont 92 % des ouvertures de jugement selon l'étude Altaires-Deloitte publiée le 23 mars. Dans cette hypothèse, les créanciers chirographaires peuvent mettre un trait sur leurs créances. Or rappelons-le, une défaillance d'entreprise sur quatre est due à un retard de paiement client. Le cash est, et restera, le nerf de la guerre. Réussir sa reprise, nécessitera donc de redoubler de vigilance sur ses arbitrages de crédit clients ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altaires : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altaires est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altaires répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altaires diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altaires disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 150 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altaires, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 53 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
www.altaires.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2010

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

8

- 9 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectifs
 - Statistiques France par âge
- 10 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 11 Statistiques France par Région
- 12 Évolution des défaillances - 12 mois glissants - mars 2005 à mars 2010
 - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2010

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

14

- 14 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par âge
- 15 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 17 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région - 1^{er} trimestre 2010

MÉTHODOLOGIE

18

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2010

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 05 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

1 ^{er} trimestre	2008	2009	2010
France	13 157	16 140	16 052
Évolution Vs N-1	7%	22,7%	-0,5%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'FFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
0 salarié	6 770	6 803	0,5%
1 ou 2 salariés	4 344	4 325	-0,4%
3 à 5 salariés	2 460	2 566	4,3%
6 à 9 salariés	1 231	1 237	0,5%
10 à 19 salariés	802	692	-13,7%
20 à 49 salariés	385	341	-11,4%
50 à 99 salariés	100	53	-47,0%
100 à 199 salariés	36	28	-22,2%
200 salariés et plus	12	7	-41,7%
TOTAL	16 140	16 052	-0,5%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
moins de 3 ans	3 504	4 197	19,8%
3 à 5 ans	5 551	5 148	-7,3%
6 à 10 ans	3 196	2 992	-6,4%
11 à 15 ans	1 551	1 466	-5,5%
16 à 50 ans	2 280	2 209	-3,1%
51 et plus	58	40	-31,0%
TOTAL	16 140	16 052	-0,5%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
AGRICULTURE	271	278	2,6%
Chasse, pêche, forêt	77	70	-9,1%
Culture	113	117	3,5%
Élevage	81	91	12,3%
CONSTRUCTION	5 047	4 981	-1,3%
Bâtiment	4 316	4 422	2,5%
Immobilier	731	559	-23,5%
COMMERCE	3 606	3 627	0,6%
Commerce & réparation de véhicules	487	452	-7,2%
Commerce de détail	2 193	2 192	0,0%
Commerce de gros	926	983	6,2%
INDUSTRIE	1 403	1 245	-11,3%
Industrie agroalimentaire	336	331	-1,5%
Industrie hors agroalimentaire	1 067	914	-14,3%
INFORMATION & COMMUNICATION	381	407	6,8%
Services informatiques & édition de logiciels	192	216	12,5%
Autres activités information & communication	189	191	1,1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	568	574	1,1%
Transport routier de marchandises	445	443	-0,4%
Autres activités de transport	123	131	6,5%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	106	86	-18,9%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 792	1 870	4,4%
Activités scientifiques & techniques	882	936	6,1%
Services administratifs aux entreprises	910	934	2,6%
SERVICES AUX PARTICULIERS	558	590	5,7%
Activités de réparation	84	82	-2,4%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	342	380	11,1%
Autres services à la personne	132	128	-3,0%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 836	1 809	-1,5%
Hébergement	163	157	-3,7%
Restauration	1 365	1 343	-1,6%
Débits de boissons	308	309	0,3%
AUTRES ACTIVITÉS	572	585	2,3%
Santé humaine & action sociale	150	145	-3,3%
Activités récréatives	200	191	-4,5%
Enseignement	127	138	8,7%
Autres activités	95	111	16,8%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	16 140	16 052	-0,5%

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
Alsace	441	361	-18,1%
Aquitaine	913	845	-7,4%
Auvergne	273	247	-9,5%
Basse Normandie	346	293	-15,3%
Bourgogne	381	354	-7,1%
Bretagne	742	721	-2,8%
Centre	588	550	-6,5%
Champagne-Ardenne	299	265	-11,4%
Corse	105	104	-1,0%
Franche-Comté	301	231	-23,3%
Haute-Normandie	319	375	17,6%
Île-de-France	3 078	3 295	7,1%
Languedoc-Roussillon	871	981	12,6%
Limousin	204	192	-5,9%
Lorraine	528	423	-19,9%
Midi-Pyrénées	756	682	-9,8%
Nord-Pas de Calais	874	976	11,7%
Pays de la Loire	765	772	0,9%
Picardie	336	351	4,5%
Poitou-Charentes	434	395	-9,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 681	1 754	4,3%
Rhône-Alpes	1 744	1 732	-0,7%
Autres (dont DOM)	161	153	-5,0%
TOTAL	16 140	16 052	-0,5%

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES (RJ OU LJ DIRECTE) DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITE	CA* (M€)	EFFECTIF	MOIS DU JUGEMENT
SELLFAST	59	Nord-Pas-de-Calais	2005	4645Z	Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	86,1	14	01
DARLET-MARCHANTE-TECHNOLOGIE SA	73	Rhône-Alpes	1990	2896Z	Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques	70,8	128	01**
SAH LEDUC	44	Pays-de-la-Loire	1965	2812Z	Fabrication d'équipements hydrauliques	63,8	422	03**
ENIA FRANCE SAS	08	Champagne	2005	1393Z	Fabrication de tapis et moquettes	58,7	301	01
AUVERGNE AÉRONAUTIQUE	63	Auvergne	1981	8020Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	37,3	1233	03**
RITM	26	Rhône-Alpes	1984	3030Z	Construction aéronautique et spatiale	43,7	354	03
VIGIMARK SECURITE	94	Île-de-France	1981	8020Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	37,3	1233	03
LEE COOPER FRANCE	90	Franche-Comté	1989	4642Z	Commerce de gros d'habillement	36,7	156	03
ANTAEUS	69	Rhône-Alpes	2001	5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	28,8	97	02
FRANCE AGNEAU	69	Rhône-Alpes	1977	4632A	Commerce de gros de viandes	28,1	47	03
GIBERT CLAREY SAS	37	Centre	1992	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	27,8	157	03**
MAME IMPRIMEURS	37	Centre	1986	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	25,7	216	03**
INTERGESTION	54	Lorraine	1956	4674A	Commerce de gros cde quincaillerie	24,0	268	03
HUIT DIFFUSION	35	Bretagne	1981	1414Z	Fabrication de vêtements de dessous	23,6	158	02
SC SICA DE GRILLON	26	Rhône-Alpes	1962	1011Z	Transformation conservation de la viande	23,1	47	03
MOBILE PERFORMANCES	92	Île-de-France	2001	4652Z	Commerce de gros de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication	22,6	NC	01

* Bilan 2009, 2008 ou 2007.

** En 2009, un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou d'homologation de l'accord de conciliation avait été préalablement prononcé.

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2010

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 05 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

1 ^{er} trimestre	2008	2009	2010
France	136	319	280
Évolution Vs N-1	9,0%	134,6%	-12,2%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
0 salarié	90	86	-4,4%
1 ou 2 salariés	46	40	-13,0%
3 à 5 salariés	39	38	-2,6%
6 à 9 salariés	40	35	-12,5%
10 à 19 salariés	34	38	11,8%
20 à 49 salariés	39	26	-33,3%
50 à 99 salariés	17	8	-52,9%
100 salariés et plus	14	9	-35,7%
TOTAL	319	280	-12,2%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
moins de 3 ans	35	39	11,4%
3 à 5 ans	85	82	-3,5%
6 à 10 ans	66	62	-6,1%
11 à 15 ans	35	31	-11,4%
16 ans et plus	98	66	-32,7%
TOTAL	319	280	-12,2%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
AGRICULTURE	4	9	125,0%
Chasse, pêche, forêt	0	0	-
Culture	4	5	25,0%
Élevage	0	4	-
CONSTRUCTION	56	46	-17,9%
Bâtiment	27	34	25,9%
Immobilier	29	12	-58,6%
COMMERCE	67	58	-13,4%
Commerce & réparation de véhicules	5	10	100,0%
Commerce de détail	37	32	-13,5%
Commerce de gros	25	16	-36,0%
INDUSTRIE	75	33	-56,0%
Industrie agroalimentaire	4	3	-25,0%
Industrie hors agroalimentaire	71	30	-57,7%
INFORMATION & COMMUNICATION	11	8	-27,3%
Services informatiques & édition de logiciels	5	5	0,0%
Autres activités information & communication	6	3	-50,0%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	9	13	44,4%
Transport routier de marchandises	5	12	140,0%
Autres activités de transport	4	1	-75,0%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	4	8	100,0%
SERVICES AUX ENTREPRISES	53	57	7,5%
Activités scientifiques & techniques	18	30	66,7%
Services administratifs aux entreprises	35	27	-22,9%
SERVICES AUX PARTICULIERS	6	7	16,7%
Activités de réparation	0	0	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	5	2	-60,0%
Autres services à la personne	1	5	400,0%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	23	26	13,0%
Hébergement	4	8	100,0%
Restauration	15	18	20,0%
Débites de boissons	4	0	-
AUTRES ACTIVITÉS	11	15	36,4%
Santé humaine & action sociale	3	7	133,3%
Activités récréatives	4	4	0,0%
Enseignement	1	2	100,0%
Autres activités	3	2	-33,3%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	319	280	-12,2%

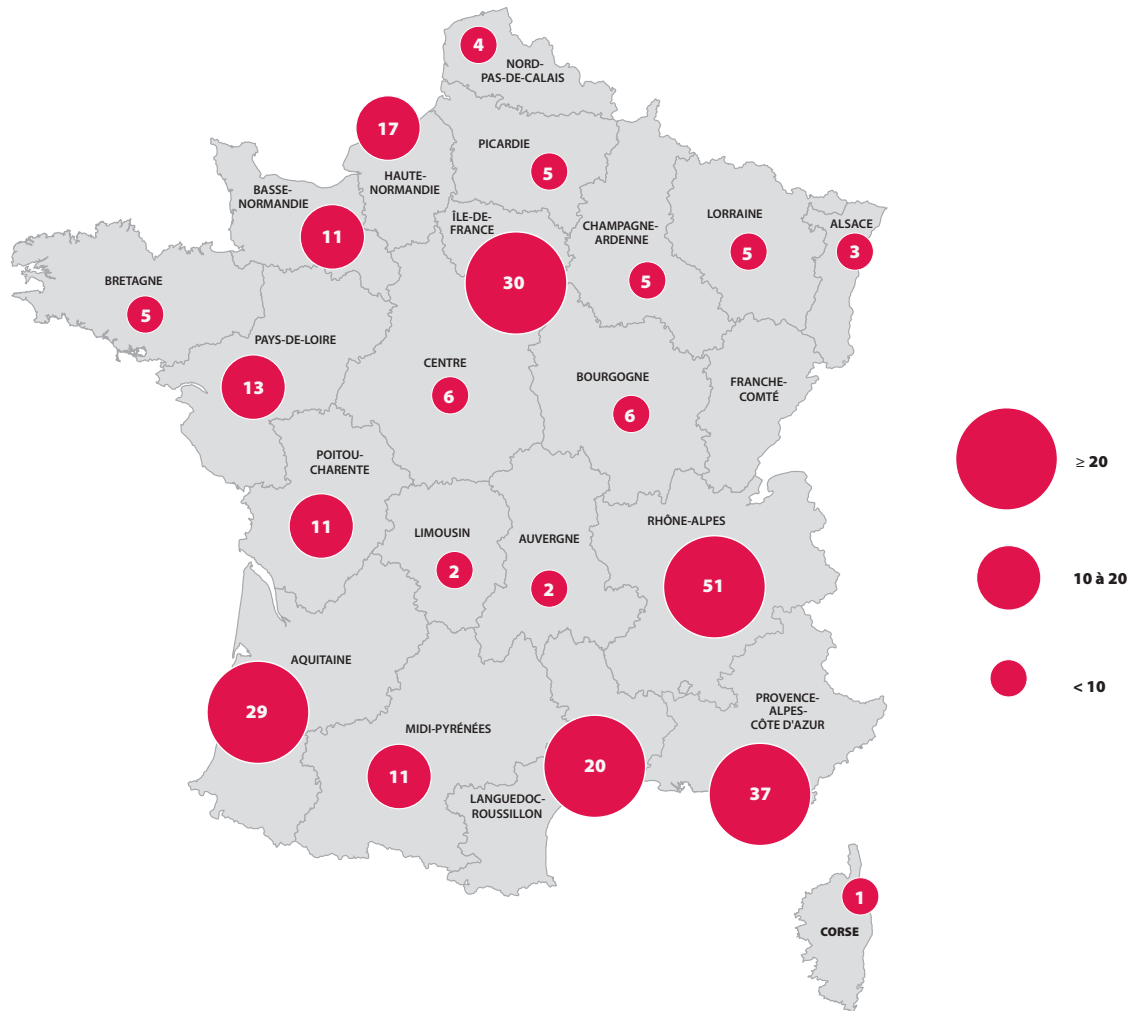
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} trimestre 2009	1 ^{er} trimestre 2010	Évolution trimestre
Alsace	3	3	0,0%
Aquitaine	16	29	81,3%
Auvergne	6	2	-66,7%
Basse Normandie	18	11	-38,9%
Bourgogne	12	6	-50,0%
Bretagne	5	5	0,0%
Centre	6	6	0,0%
Champagne-Ardenne	13	5	-61,5%
Corse	0	1	-
Franche-Comté	5	0	-
Haute-Normandie	3	17	466,7%
Île-de-France	45	30	-33,3%
Languedoc-Roussillon	14	20	42,9%
Limousin	1	2	100,0%
Lorraine	9	5	-44,4%
Midi-Pyrénées	11	11	0,0%
Nord-Pas de Calais	12	4	-66,7%
Pays de la Loire	12	13	8,3%
Picardie	17	5	-70,6%
Poitou-Charentes	5	11	120,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40	37	-7,5%
Rhône-Alpes	64	51	-20,3%
Autres (dont DOM)	2	6	200,0%
TOTAL	319	280	-12,2%

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

1^{ER} TRIMESTRE 2010

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 10 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA* (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
EM2C CONSTRUCTION SUD EST	69	Rhône-Alpes	2000	4120B	Construction d'autres bâtiments	103,6	114	02
CNAI	44	Pays-de-la Loire	2002	3011Z	Construction de navires et de structures flottantes	44,5	115	02
EM2C PROMOTION	69	Rhône-Alpes	2004	6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	31,9	11	02
EM2C CONSTRUCTION GRAND OUEST	44	Pays-de-la Loire	1981	7112B	Ingénierie, études techniques	30,1	34	02
VEAU DU PÉRIGORD - ETS DELGUEL	24	Aquitaine	1997	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	25,2	37	02
CORTIX	33	Aquitaine	1999	6201Z	Programmation informatique	22,5	143	03
FADOUL GILIBERT INDUSTRIES	38	Rhône-Alpes	2004	2830Z	Fabrication de machines agricoles et forestières	22,1	94	02
FONDERIE MESSIER	64	Aquitaine	1989	2453Z	Fonderie de métaux légers	14,3	226	03
GIBERT-CLAREY IMPRIMEURS	37	Centre	1979	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	10,3	48	03**
TOKORO AUTOMOBILES GAP	5	Provence-Alpes- Côte d'Azur	1990	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	10,1	29	01

* Bilan 2009, 2008 ou 2007.

** En 2009, un jugement d'homologation de l'accord de conciliation avait été préalablement prononcé.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegarde comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34%) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce de gros	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99